

## **COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL DU POI**

### **14 décembre 2015**

Qui peut croire, à entendre les dirigeants de la gauche et de la droite se rassurer au soir du deuxième tour des élections régionales, qu'ils ont « entendu le message » des électeurs ?

Qui peut les croire, à les entendre se féliciter d'avoir gagné d'un côté 7 régions et de l'autre 5 tandis que le Front national n'en a gagné aucune ?

Qui ne voit pas que Valls qui prétend « répondre aux attentes » de la population, a décidé d'accélérer les réformes ?

Qui ne comprend pas que, derrière tous ces discours de circonstance, le Code du travail, les statuts, l'hôpital public, la Sécurité sociale, l'école publique laïque de la république, sont directement dans le collimateur ?

En dépit d'un matraquage et d'une dramatisation sans précédent, ce sont encore près de 20 millions de citoyens qui ne sont pas allés voter.

Depuis des décennies, tous les gouvernements successifs de droite et de gauche se sont attachés à poursuivre le démantèlement des droits et des garanties des travailleurs, ouvriers et paysans de ce pays. Le résultat est là, le chômage atteint des sommets, dans certains départements, il frappe 60% de la population. La jeunesse se voit enfermer dans la précarité.

La désindustrialisation du pays s'accélère, son agriculture est menacée... A coup de restructurations et de déréglementation, les travailleurs qui ont conservé un emploi sont à leur tour violemment attaqués. Au nom de la réduction des déficits publics dictée par l'UE, des coupes drastiques sont opérées dans la fonction publique. La réforme de Marisol Touraine menace de démantèlement des hôpitaux publics dont tout le monde a récemment loué le sens du devoir et le professionnalisme des médecins et de tous les personnels. La Sécurité sociale est en danger, l'École également. Avec la réforme territoriale et la loi NOTRe, c'est l'existence des communes et des départements qui est en cause.

Malgré la dramatisation orchestrée par tous, et relayée par tous les médias, l'avertissement du premier tour n'a pas disparu, ils sont encore 20 millions à refuser d'aller voter. La masse de la population, non seulement les abstentionnistes mais aussi l'écrasante majorité de ceux qui sont allés voter, sont fermement opposés aux attaques contre l'hôpital, la Sécurité sociale, le Code du travail, l'École. Les travailleurs, les citoyens, sont de plus en plus nombreux à s'être convaincus que ce n'est pas dans le cadre des consultations électorales opposant des partis qui ont fait acte d'allégeance aux institutions de la V<sup>e</sup> République que pourra être dégagée une solution aux problèmes qui les assaillent.

Car, quand ces mêmes partis, de droite et de gauche (Républicains, UDI, PS, PCF, Radicaux de gauche, Front national), décident à l'Assemblée nationale de voter ensemble l'état d'urgence, c'est la démocratie qui est menacée. L'état d'urgence, c'est la négation de toutes les libertés démocratiques comme l'affirment, autour de la Ligue des droits de l'homme, 80 organisations démocratiques. L'état d'urgence c'est la tentative de remettre en cause à la fois les libertés individuelles et les libertés syndicales, le droit à la grève et à la manifestation précisément au moment où ce gouvernement entend s'attaquer à tous les droits et garanties des travailleurs, provoquant la multiplication de prises de positions d'instances syndicales affirmant qu'elles n'entendent en rien renoncer à leur combat revendicatif menacé par l'état d'urgence.

Comment ouvrir la voie à une issue conforme aux intérêts de l'immense majorité de la population ?

Personne, aucun parti, aucun regroupement politique, ne peut prétendre détenir aujourd'hui la réponse à cette question. L'ampleur des problèmes politiques posés dans la situation que nous connaissons, la question des moyens dont disposent les travailleurs et les démocrates pour résister à l'offensive qui se déploie sur tous les terrains, font que la réponse à cette question ne pourra être apportée que collectivement à l'issue d'une libre discussion entre militants ouvriers, syndicalistes, élus, laïques, démocrates.

C'est à ce débat que le Parti ouvrier indépendant, qui n'a pas de solution toute faite à proposer, invite toutes celles et tous ceux qui le désirent à participer, dans le cadre de la préparation de la Conférence nationale qu'il organise pour la défense des conquêtes politiques et sociales arrachées en 1936 et en 1945, pour la défense de la démocratie politique issue de 1789, contre la réforme territoriale et donc contre les Institutions anti démocratiques de la V<sup>e</sup> République et de l'Union européenne.